

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 14 JAN. 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAXAM France (SAS)

34 rue de l'école
29530 Plonévez-Du-Faou

Références : ENV-D-26.06
Code AIOT : 0005508375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement MAXAM France (SAS) implanté Lieu-dit Pennaroz 29530 Plonévez-du-Faou. L'inspection a été annoncée le 10/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAXAM France (SAS)
- LIEU DIT PENNAROZ 29530 Plonévez-du-Faou
- Code AIOT : 0005508375
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

MAXAM exploite sur la commune de Plonevez-Du-Faou un dépôt d'explosifs à usage civil classé SEVESO seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- État des stocks
- POI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Inventaire substances	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Alertes internes	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.7.5.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Alertes par sirène	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.7.6.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 1.2.1	Sans objet
2	Charges de matières actives	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 8.3	Sans objet
4	quantités matières pyrotechniques	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 8.2	Sans objet
5	Étude de dangers réexamen	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé plusieurs écarts que l'exploitant n'a pas été en mesure de résorber immédiatement. Ces écarts nécessitent l'engagement d'actions correctives et préventives de l'exploitant afin d'en éviter la récurrence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, classement ICPE

Prescription contrôlée :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubriques	régime	Libellé de la rubrique	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
4220-I	AS Seuil Haut	<p>Stockage de produits explosifs, à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public. La quantité équivalente totale de matière active (1) susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 kg</p> <p><i>Produits classés en divisions de risque 1.1, 1.2, 1.5 et en division de risque 1.4 lorsque les produits sont déballés ou réemballés :</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R511-10 : 10 t.</i></p>	Quantité totale de matières actives	10 tonnes	48,05 tonnes équivalent TNT

A ; autorisation ; AS : autorisation avec servitudes

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, les capacités maximales autorisées

L'établissement est classé en autorisation « Seveso seuil haut » au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

L'exploitant indique que les quantités maximales en quantité équivalente totale de matière active suivantes sont stockées sur le site :

- Bâtiment A3 : 16 tonnes,
- Bâtiment A4 : 16 tonnes,
- Bâtiment B : 50 kg, soit 0,05 tonnes,

soit un total de 32,05 tonnes en équivalent de matière active.

L'exploitant a indiqué que les quantités sont moindres par rapport à l'autorisation d'exploiter car deux bâtiments n'ont pas été construits.

L'inspection constate que le volume autorisé n'est pas dépassé. La situation administrative sera mise à jour à l'occasion d'autres modifications de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Charges de matières actives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 8.3

Thème(s) : Risques accidentels, Quantités

Prescription contrôlée :

Charges de matières actives

L'exploitant prend les dispositions pour limiter la charge de matières actives aux quantités suivantes exprimées en Équivalent TNT :

- à l'intérieur d'un dépôt type "igloo" : 16 tonnes, à raison de 4 tonnes par alvéole ;
- Sur le chariot-élévateur : 1 tonne ;
- dans un camion de livraison : 5 tonnes ;
- à l'intérieur du bâtiment détonateurs : 500 kg.

Constats :

L'exploitant gère les quantités de matières actives avec un état des stocks tenu à jour et lors des commandes avec le plan de tir prévisionnel.

Intérieur d'un dépôt igloo :

A l'intérieur d'un dépôt d'igloo, l'exploitant a montré l'état des stocks à jour au 9 septembre 2025. Pour l'alvéole n° 1 de l'igloo A3, il indique que la quantité équivalente de matière active est d'environ 3 772 kg. À l'entrée de chaque igloo, l'inspection note la présence d'une affiche précisant pour chaque produit stocké la quantité de matière active équivalente en TNT.

L'inspection constate sur place que l'alvéole n° 1 de l'igloo (ou bâtiment) n° A3 contient les produits suivants :

Esatite plus - 1 eqTNT : 2 000 kg, soit 2 tonnes eq TNT,

Esatite- 0,8 eqTNT : 1 000 kg, soit 0,8 tonne eq TNT,

Riogel HE- 0,8 eqTNT : 600 kg, 0,480 tonne eq TNT,

Riocord 6g - 1 eqTNT : 250 mètres de 6 g, soit 1,5 kg eq TNT

Riocord 15g - 1 eqTNT : 2000 mètres de 15 g, soit 30 kg eq TNT

Riocord 20g- 1 eqTNT : 6000 mètres de 20 g, soit 120 kg eq TNT

Boosters- 1 eqTNT : 33 boosters de 450 g, soit 14,850 kg

Total : 3,44635 tonnes eq TNT

L'inspection constate que l'alvéole n° 1 de l'igloo A3 respecte la quantité maximale de 4 tonnes de matière active dans une alvéole.

Chariot-élévateur :

L'exploitant indique qu'une palette a une charge maximale de 1 tonne, ce qui lui permet de savoir qu'il respecte la quantité maximale sur le chariot. Le jour de l'inspection le chariot n'était pas utilisé.

Camion de livraison :

L'exploitant a indiqué que lors de la réception d'une commande, si la quantité dépasse 5 tonnes, il prévoit une livraison avec plusieurs camions. L'exploitant a montré le plan de tir prévisionnel d'un client pour une livraison et mise en œuvre le 11/09/2025. Cette livraison concerne une quantité totale de matière active de 5 750 kg eq TNT. Il a prévu deux camions, l'un avec 3 700 kg eq TNT et l'autre avec 2 050 kg eq TNT. Le jour de l'inspection les camions de livraison n'étaient pas utilisés. L'inspection constate par sondage que la charge de matières actives dans les camions de livraison est respectée.

Bâtiment détonateurs :

L'exploitant a indiqué qu'il y a 1 kg de charge de matière active par détonateur. Le bâtiment ne permet pas de stocker une quantité de matière active supérieure à 500 kg. Au regard du nombre de détonateurs présents dans le bâtiment, il n'a pas été possible pour l'inspection de comptabiliser le nombre de détonateurs. Néanmoins, au regard des quantités figurant dans l'état des stocks, l'inspection n'a pas constaté de non-conformité sur les quantités stockées dans le bâtiment détonateur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Inventaire substances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Substances

Prescription contrôlée :

Inventaire des substances ou des préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du Code du travail. (...)

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. (...)

Constats :

L'exploitant a fourni une fiche de synthèse des stocks mis à jour le 9 septembre 2025.

L'inspection constate que cette fiche de synthèse comporte des lignes relatives aux substances dangereuses : du gazole et des palettes.

L'inspection constate par sondage, dans le bâtiment C (ou remise), la présence des produits suivants : gazole, essence et huile hydraulique. Ces substances sont à destination de l'entretien de la végétation et des camions de livraison. La quantité de ces substances est réduite.

Pour ces substances, l'inspection constate que l'inventaire ne mentionne pas l'ensemble des substances dangereuses présentes sur le site et qu'il ne précise pas l'état physique, les quantités et l'emplacement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : quantités matières pyrotechniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, matières pyrotechniques
Prescription contrôlée : L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître, en permanence, la nature et les quantités de matières actives pyrotechniques (divisions de risques 1.1 et 1.4) présentes sur le site. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a fourni une fiche de synthèse (mise à jour le 09/09/2025) des stocks précisant pour chaque lieu de stockage les dangers associés, les quantités autorisées, les quantités présentes en masse de matière active et équivalent TNT. Il a montré sur ordinateur un tableau détaillant la description des matières actives pyrotechniques, avec également les quantités de matières actives et l'équivalent TNT. Par sondage, il est constaté que le produit RIODET AL INST ETI / 5MTS (détonateur - division de risque 1.4) est en quantité de 70 unités correspondant à 70 grammes de matière active, avec 0,07 eq TNT. L'inspection constate que l'exploitant connaît la nature et les quantités de matières actives pyrotechniques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Étude de dangers réexamen

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers
Prescription contrôlée : (...) L'étude de dangers est réexaminée et, si nécessaire, mise à jour au moins tous les cinq ans, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 18 Décret 77-1133 du 21 septembre 1977. L'étude de dangers mise à jour est transmise au préfet.
Constats : Par courriel du 12 septembre 2025, l'exploitant a transmis à la préfecture et à l'inspection de l'environnement la notice de réexamen de l'étude de danger. Cette notice conclut que l'établissement reste compatible avec son environnement. Quelques ajustements mineurs devront être apportés dans l'étude de dangers. Ils concernent juste les produits de décomposition, la suppression de la cuve à fioul et la mise en place d'une benne à cartons. L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'il souhaite apporter une modification de l'établissement relative à la quantité maximale de matière active lors de la livraison. Le PAC relatif à cette modification a été transmis le 10 décembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Alertes internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention
Prescription contrôlée : Le système d'alerte interne et ses différents scénarios est défini dans un dossier d'alerte. Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus. (...)
Constats : L'exploitant a fourni le Plan d'Opération Interne (POI) mis à jour le 15 juin 2025. L'inspection constate que ce POI comporte des fiches relatives à l'alarme - alerte. Les fiches I.1.A, I.1.B et I.1.C prévoient des déclenchements d'alarme sans précision sur les modalités d'alarme. L'exploitant a indiqué qu'il y a sur le site deux employés. Il a donné un exemple d'alerte : en cas de départ de feu, l'employé tente une extinction à l'aide des extincteurs et appelle le SDIS. Il a indiqué qu'il peut utiliser une corne de brume pour alerter son collègue présent sur le site. L'inspection constate que le système d'alerte donné comme exemple n'est pas opérationnel concrètement pour alerter le deuxième employé, car la corne de brume est localisée dans un tiroir du bureau. De manière plus générale, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer les moyens mis en œuvre de façon concrète pour déclencher les alertes internes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Alertes par sirène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 7.7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger, dans la zone d'application du plan particulier d'intervention. (...) L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir la sirène dans un bon état d'entretien et de fonctionnement. (...)
Constats : L'inspection constate la présence d'une sirène localisée en haut d'un poteau. Il indique que la sirène est testée tous les 1 ^{ers} mercredis du mois. L'exploitant a fourni un courriel montrant que la sirène a été testée le 4 juin 2025. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la réalisation des tests de fonctionnement et les résultats de ces tests pour les mois de juillet, août et septembre 2025. Il a indiqué qu'il n'a pas mis en place de moyen de suivi.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de mettre en place un système permettant de suivre le maintien en bon état d'entretien et de fonctionnement de la sirène.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois